

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 24/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REMIVAL**

CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY  
LES ESSILLARDS  
51100 Reims

Références : D3 i 2026-84  
Code AIOT : 0005701463

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement REMIVAL implanté CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY LES ESSILLARDS 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a été diligentée afin de vérifier le retour à la conformité de l'installation suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-MD-229-IC du 07/10/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMIVAL

- CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY LES ESSILLARDS 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REMIVAL est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Reims une unité de traitement par incinération de déchets ménagers et assimilés. La capacité maximale d'incinération est de 104 000 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant pour la majeure partie de la collecte sur l'agglomération de Reims. L'unité de traitement est équipée de 2 lignes d'incinération de capacité unitaire de 6,5 t/h.

La récupération de chaleur produite par la combustion des déchets permet la fourniture de vapeur au réseau de chaleur urbain et la production d'électricité via un turbo-alternateur.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 ATEX
- ATEX
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi du vieillissement des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	1 mois
2	Scénarios accidentels pouvant avoir des effets hors site	Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Prescriptions complémentaires	6 mois
3	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 et 65	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Matériels certifiés ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de dossier PM2i pour la tuyauterie DN50, transportant le GPL vers le système de traitement DeNOx. De plus, l'exploitant n'a pas modélisé l'ensemble des scénarios évoqués lors de la visite d'inspection du 07/07/2025 et n'a pas consolidé son étude de danger réalisée en 2014. L'Inspection a également constaté que le zonage ATEX n'est pas matérialisé à l'intérieur du bâtiment dédié au traitement des fumées, et notamment au niveau des armoires électriques des brûleurs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi du vieillissement des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/07/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux [...] tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...]</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et [...]</li><li>- les tuyauteries [...] visées par l'arrêté du [20 novembre 2017] susvisé. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'installation est équipée de deux tuyauteries soumises à suivi en service au titre de la réglementation vieillissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- tuyauterie de diamètre nominal (DN) 25 et de pression de service (PS) 19 bar, permettant la recirculation du GPL stockée dans la cuve. Par courrier électronique du 11/12/2025, l'exploitant a transmis le programme d'inspection, le plan d'inspection de cette tuyauterie ainsi que le rapport d'inspection de la tuyauterie susmentionnée. Le plan d'inspection de cette tuyauterie apporte un certain nombre d'éléments relatifs à l'état initial, tels que le DN et la PS. Néanmoins, l'état initial pourrait être utilement complété par les éléments suivants : épaisseur de calcul de l'équipement, accessoires de sécurité, plan ou isométrique de la tuyauterie. ;</li><li>- tuyauterie de diamètre nominal 50 et de pression de service inconnue, transportant le GPL vers le système de traitement DeNOx. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dossier de cette tuyauterie et aucune inspection de l'équipement n'a été réalisée.</li></ul>

L'Inspection constate donc le non respect de l'article 1 de la mise en demeure n°2025-MD-229-IC du 7 octobre 2025 en ce qui concerne la tuyauterie de diamètre nominal 50.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de sanctionner l'exploitant par le biais d'un arrêté préfectoral d'astreinte journalière.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de compléter, sous un délai de 1 mois, l'état initial de la tuyauterie de diamètre nominal 25 et de pression de service 19 bar par les éléments suivants : épaisseur de calcul de l'équipement, accessoires de sécurité, plan ou isométrique de la tuyauterie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Scénarios accidentels pouvant avoir des effets hors site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025

**Prescription contrôlée :**

[...] Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la note d'analyse des scénarios d'accidents et son annexe l'étude de quantification de risques et modélisation des effets thermiques, toxiques et de surpression datée de janvier 2026. L'étude porte sur 8 scénarios, dont 4 montrent des effets sortant du périmètre du site. L'Inspection émet quelques remarques :  
- le scénario relatif à l'explosion du four n'a pas été retenu car selon le rapport celui-ci n'est pas physiquement possible. Néanmoins, l'Inspection souhaite que ce scénario soit étudié, puisqu'au regard de la littérature, ce scénario reste possible et est donc à étudier ;

- les effets relatifs au scénario 2 (Perte de confinement de la tuyauterie aérienne de propane vaporisé) et 3 (Perte de confinement de la tuyauterie aérienne de propane liquide) sont calculés sans prise en compte de la rupture complète de la tuyauterie ;
- les effets de surpression du scénario 2 (Perte de confinement de la tuyauterie aérienne de propane vaporisé) sont calculés pour une explosion d'un nuage en extérieur sans obstacle avec un coefficient multi-énergie de 4 alors même que la cuve de GPL se trouve dans la zone d'inflammation du nuage ;
- les effets de surpression du scénario 3 (Perte de confinement de la tuyauterie aérienne de propane liquide) sont calculés pour une explosion d'un nuage en extérieur sans obstacle avec un coefficient multi-énergie de 4 alors même que la cuve de GPL, le stockage d'eau ammoniacale et le bâtiment de REMIVAL se trouve dans la zone d'inflammation du nuage ;
- les effets de surpression du scénario 5 (Perte de confinement du flexible en amont du détendeur) sont calculés pour une explosion d'un nuage en extérieur sans obstacle avec un coefficient multi-énergie de 4 alors même que le bâtiment de REMIVAL se trouve dans la zone d'inflammation du nuage ;
- les effets de surpression du scénario 6 (Perte de confinement du réseau de distribution de propane dans le bâtiment UVE) sont calculés pour une explosion d'un nuage avec un coefficient multi-énergie de 4 alors même que la fuite serait à l'intérieur du bâtiment de REMIVAL et sans justificatif de l'encombrement à proximité de la tuyauterie.

L'Inspection constate également que l'exploitant n'a pas étudié les scénarios d'un BLEVE (acronyme de l'anglais boiling liquid expanding vapor explosion) du camion de dépotage de GPL, ainsi que le scénario de la rupture de la tuyauterie interne du bâtiment alimentant le système de traitement DeNOx.

D'autre part, l'exploitant n'a pas présenté la suite de son étude de danger. En effet, l'étude présentée évoque uniquement les modélisations des différents scénarios, à un stade d'analyse préliminaire des risques (APR). Il est attendu que l'exploitant réalise une étude de danger consolidée (étude de danger réalisée en 2014 consolidée par la nouvelle étude) conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 04/10/2010, arrêté ministériel du 29/09/2005 et circulaire du 10/05/2010).

L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'exploitation de son installation doit être réalisée conformément à son étude de danger, qui représente l'état du site à l'instant T.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet d'encadrer la mise à jour de l'étude de danger par arrêté préfectoral complémentaire : sous un délai de 6 mois, l'exploitant devra transmettre l'étude de danger consolidé conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 04/10/2010, arrêté ministériel du 29/09/2005 et circulaire du 10/05/2010), ainsi qu'un plan d'action de mise en conformité le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Zonage ATEX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 et 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, il a été constaté dans le bâtiment dédié au traitement des fumées, et notamment à proximité des brûleurs du système de traitement DeNOx, l'absence de matérialisation du zonage ATEX et des consignes à observer à l'entrée de la zone, alors que les équipements présentent un certain nombre de raccords et visseries, qui en cas de défaillance pourrait provoquer des fuites de propane. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si cette zone est bien incluse dans le zonage ATEX de l'installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 48 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, notamment en transmettant à l'Inspection le DRPCE (document relatif à la prévention contre les risques d'explosion) de la zone concernée, sous un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Matériels certifiés ATEX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de tableaux électriques, au niveau des deux brûleurs, ouverts et ne possédant pas de marquage ATEX.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le matériel se trouvant à proximité des zones potentielles de fuite est bien certifié ATEX.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant justifie de la conformité aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>